

Toulouse, 8 mars 2000

BOSNIE, KOSOVO, TIMOR ORIENTAL : des " protectorats " internationaux ?

par Michel Roux et Frédéric Durand

Pour ce Café trois interventions étaient initialement prévues. En l'absence de Laurien Uwizeyimana, spécialiste du Rwanda, la discussion s'engage à partir des interventions de Michel Roux sur le Kosovo et de Frédéric Durand sur Timor-Est.

Michel Roux (MR) rappelle que l'on a assisté depuis le début des années 90 à de nombreuses interventions des organisations internationales (et pas seulement de l'ONU) dans des situations de conflit, presque toujours avec l'accord des autorités des pays concernés. Un pas lui semble avoir été franchi lors de l'intervention politico-militaire au Kosovo qui s'est fait sur le territoire d'un Etat souverain et contre sa volonté, ce qui pose le problème de la légitimité de cette intervention. Depuis lors, à l'issue de la victoire militaire, l'ONU a déployé une administration internationale dont on peut se demander quels sont les objectifs et quel type de relations elle pourra bien entretenir avec la Serbie, dont par ailleurs on ne veut, officiellement, pas séparer le Kosovo.

Frédéric Durand (FD) présente rapidement quelques données historiques, démographiques et économiques à propos de Timor avant d'aborder le thème du Café. Cette colonie oubliée du Portugal, de la taille du Koweït, a sans doute connu le génocide le plus important au monde puisqu'elle a perdu le quart de sa population en un quart de siècle. Depuis 1975, la communauté internationale s'est révélée impuissante à obtenir le retrait des troupes indonésiennes et l'arrêt des massacres perpétrés par les milices indonésiennes. C'est finalement la crise asiatique de 1997-99 qui permettra à l'ONU d'intervenir, en s'appuyant sur l'Australie. Cette intervention s'accompagne d'un flux de capitaux (200 millions de dollars dès 1999) et de matériels (un bateau-hôtel accueille les fonctionnaires des organisations internationales) alors que le sort des réfugiés n'est pas réglé et que l'on ne s'occupe pas du sort des habitants de l'enclave de Timor-Ouest. D'autres " bévues " sont à déplorer, dont la plus notable est le choix de la mission de l'ONU de s'installer dans ce qui fut le centre de tortures des milices indonésiennes !

Comment en est-on venu à cette situation ? MR revient sur les relations entre les événements de Bosnie et le Kosovo. Il rappelle la sécession de quatre républiques yougoslaves en 1991 et les conflits qui amenèrent l'épuration et l'homogénéisation de leur population : sur 4 millions d'habitants concernés par ces épisodes, 2 ont été déplacés de force ou sont partis. Les accords de Dayton donneront un statut à ces Etats et imposera la création d'une entité serbe en Bosnie-Herzégovine. L'inefficacité de cette intervention, soulignée par les massacres de Srebrenica, pèsera sur l'intervention au Kosovo. MR rappelle qu'à la conférence de Dayton, à laquelle assistait Milosevic, il ne fut pratiquement pas question du Kosovo alors que les autorités serbes avaient mis depuis 1991 un terme à l'autonomie de la province et malgré la création de l'UCK en 1998. Seuls un groupe de travail

siégeant à Genève, une commission de l'OSCE et une structure informelle, " le groupe de contact ", ayant l'aval de l'ONU, continuent de discuter de la question.

L'intervention de l'ONU sera justifiée par le caractère disproportionné de la répression serbe contre l'UCK et l'échec des pressions sur la Serbie. Cependant, la résolution 1244 précise que celle-ci conserve sa souveraineté sur le Kosovo où une seule autonomie substantielle doit être mise en place. Depuis lors, même si le contrôle de la situation échappe à Milosevic, l'ONU se trouve dans une impasse : non seulement les moyens humains, financiers et matériels lui manquent pour assumer sa mission mais elle se trouve face à une population albanaise qui souhaite majoritairement l'indépendance. D'où l'insistance de B. Kouchner à demander à l'ONU de préciser son mandat.

Débat

On demande si l'intervention au Kosovo n'a pas été un prétexte et l'occasion d'imposer l'OTAN comme gendarme du monde. MR répond que l'ONU ne pouvait pas intervenir militairement car la Chine et la Russie s'y seraient opposés. D'autre part, l'annexe B des accords de Rambouillet créait les conditions, calquées sur celles qui prévalent en Bosnie, d'une intervention de l'OTAN. FD explique que la question se pose de façon un peu différente à Timor : ce sont les Australiens qui ont eu la charge d'intervenir et le problème est ici de conserver un caractère multilatéral à l'intervention de l'ONU.

L'intervenant prend l'exemple de Mostar : l'ONU joue ici aussi un rôle ambigu et légalise de fait " une politique de purification ethnique à petits pas ". En réponse, MR évoque la question du difficile retour des réfugiés dans leurs régions de départ. Ils y sont désormais minoritaires et rencontrent souvent des problèmes d'insécurité, les activistes y refusant la mixité. La plupart des conseils municipaux sont mono ethniques. La pression est énorme sur les logements et le chômage est massif. Un deuxième exode s'ensuit souvent. La désresponsabilisation des acteurs locaux s'aggrave. L'ONU est obligée de prendre en charge une partie de l'administration : distribution des cartes d'identité, des cartes d'électeurs, etc.

FD, après avoir noté la rareté des informations sur le sort des réfugiés timorais, signale que leur retour ne se fait qu'au compte goutte. Certains camps restent contrôlés par les milices indonésiennes.

Une personne se demande quels sont les véritables enjeux de ces interventions et s'il n'y pas des enjeux cachés. En réponse, MR insiste sur les enjeux apparents, suffisamment lourds pour justifier une intervention. On a ainsi, selon lui à tort, mis en cause la responsabilité de l'Allemagne dans l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, ce que la chronologie des faits ne confirme pas. La ligne dure suivie par Milosevic est à l'origine de l'émigration des Kossovars. Le refus des Albanais de participer aux élections à la présidence en 1992 a favorisé la victoire de Milosevic au détriment de Panic. Quant aux responsabilités américaines dans le déclenchement du conflit, elles restent à démontrer : quels intérêts économiques ? Désir de confiner la Russie ? Désir de damer le pion à L'Europe ?

On revient sur le rôle de la diplomatie allemande, pour le moins ambiguë dans ses relations avec la Croatie. Quant à l'Europe, son incompétence est avérée. Il insiste

surtout sur la dimension militaire de l'intervention et se demande si le Kosovo n'a pas servi de champ d'expérimentation en vraie grandeur, d'armes nouvelles. Il lui semble que la volonté des Américains de contenir la Russie est évidente, à la lumière de leur attitude en Tchétchénie et surtout en Géorgie, où ils ont équipé l'armée. En réponse, MR situe les enjeux à l'échelle de l'Eurasie (des Balkans à l'Asie centrale). Il lui semble que le gaz et le pétrole y sont des enjeux clés.

Répondant à la même question, FD explique que l'intervention australienne satisfait tout le monde, à partir du moment où le souhait de voir l'Indonésie intégrer doucement Timor n'était pas réalisé.

Quelqu'un analyse cette intervention comme une tentative de " borner le chaos " de la part des Américains, obligés d'intervenir face à l'incapacité des Européens.

Une personne s'appuyant sur les cartes qui ont été distribuées, montre que la répartition des zones au sein de la KFOR est un bon indicateur du partage des responsabilités historiques : à l'ouest, les anciens colonisateurs italiens, au sud, les Allemands, loin des Serbes, les Français au nord-est, au contact des Serbes, et les Anglais et Américains en position centrale ou intermédiaire.

A une question de quelqu'un. sur le devenir de cette région, MR indique plusieurs voies possibles, en précisant qu'elles lui paraissent bien incertaines : l'indépendance souhaitée par les Albanais est en contradiction avec l'action de l'ONU ; les actions de déstabilisation violentes de la part de groupes activistes serbes ou albanais peuvent provoquer de nouveaux déplacements de population ; une reprise de la vie économique pourrait stabiliser le conflit, au moins pour un temps. Toutes ces hypothèses ne doivent pas masquer l'enjeu principal, le maintien d'une certaine stabilité dans la région, en Macédoine, en Grèce, en Bulgarie, en Turquie. FD insiste à son tour sur la question du développement économique. Timor lui paraît viable grâce à des ressources en gaz naturel.

H. prend l'exemple de l'intervention de l'ONU au Cambodge après les accords de Paris pour tenter de définir la notion de " protectorat international " : un modèle de gouvernement caractérisé par le partage et la relative impuissance du pouvoir, une économie sous perfusion en ont montré les limites, sans parler des effets pervers et des dérives sociales.

FD poursuit cette intervention en précisant les conditions dans lesquelles l'ONU intervient à Timor : c'est une énorme structure qui détourne à son profit le travail des élites locales mais aussi de nombreux corps de métiers, ce qui engendre spéculation, inflation des salaires, etc. Il pense cependant que, grâce à une unité nationale forgée par 25 ans de lutte, Timor arrivera à l'indépendance.

MR estime que, à travers ses diverses interventions, l'ONU a acquis un véritable savoir faire dans la restauration des structures d'encadrement de sociétés en crise. Malgré des difficultés, on sait comment procéder pour mettre en place des institutions policières, juridiques, des procédures électorales, etc. Bien sûr, cela introduit certains bouleversements dans la structure des revenus (une secrétaire bilingue gagne plus qu'un professeur d'université) et permet certaines dérives, parfois maffieuses. Mais la question des rapports de force politique demeure : tant

que le pouvoir des ultra nationalistes n'aura été battu en brèche, les choses ne pourront guère évoluer en profondeur.

FD insiste pour sa part sur le rôle de la diaspora dans la mise en place d'institutions démocratiques. A Timor, l'ONU peut y contribuer, même si son intervention tardive n'est pas dénuée de contradictions et connaît des limites certaines. Pour lui, il n'y guère de choix : un protectorat, sinon quoi d'autre ?

Compte-rendu : **Gabriel WEISSBERG**,

Animateur des cafés géo à Toulouse